



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2029>

# Grèce : transformer le vote en victoire

- International -



Date de mise en ligne : mardi 26 mai 2015

## Description :

Dans la situation très tendue imposée au gouvernement et au peuple grecs par la troïka (FMI, UE, BCE) mais aussi par les revanchards du précédent gouvernement, il est important d'essayer de cerner la situation et les rapports de force.

---

L'École Émancipée

---

## **Dans la situation très tendue imposée au gouvernement et au peuple grecs par la troïka (FMI, UE, BCE) mais aussi par les revanchards du précédent gouvernement, il est important d'essayer de cerner la situation et les rapports de force.**

Oui, les élections du 25 janvier ont changé la donne : face à la campagne de peur de l'ancien gouvernement, face au chantage de l'UE et de ses sbires, la victoire de Syriza a constitué une défaite de la troïka et son relais local, le gouvernement droite/PASOK dans son rôle de réceptionniste-exécuteur des consignes de l'UE, de la BCE et du FMI. Et elle a ouvert la voie à l'idée que l'austérité libérale n'est pas le seul chemin possible.

Non, il n'y a pas eu d'immense vague d'espoir dans la population : tant les meetings électoraux de Syriza que son score limité (en 2009, le PASOK obtenait encore à lui seul 44 % des voix), nécessitant un gouvernement de coalition, l'ont bien montré. Le rassemblement dans les rues le soir de la victoire n'avait rien à voir avec les foules que pouvait rassembler dans ces circonstances le PASOK, dont bien sûr, de très nombreux électeurs/trices ont reporté leur vote sur Syriza, sans adhésion pour autant.

Trois mois plus tard, le rendez-vous du 1er mai aurait dû voir un immense rassemblement pour les (re) conquêtes sociales dans toute la Grèce, mais aussi, par solidarité et pour les mêmes objectifs, dans le reste de l'Europe. Ça n'a pas été le cas ; à Athènes par exemple, autour de 10 000 personnes ont manifesté, dont plus de la moitié avec PAME, le courant syndical du PC grec (KKE), contre la politique de Syriza assimilée à celle de la droite et du PASOK ; plus du quart avec la gauche anticapitaliste (autour du rassemblement Antarsya) et des syndicats de base, en exigeant la rupture et la sortie de l'euro et de l'UE, et bien moins du quart avec la confédération GSEE (secteur privé), ADEDY (secteur public) et Syriza.

On est loin des plus de 500 000 manifestant-e-s qu'on a pu voir lors de telle ou telle grève générale ces dernières années !

## **Un mouvement de masse pas encore remobilisé**

Certes, cet affaiblissement du mouvement de masse s'était produit bien avant les élections : cinq années de batailles, de reculs sociaux et de destruction des services publics ont fini par produire l'effet recherché par la stratégie de refus et de répression des gouvernements aux ordres de la troïka : un découragement que ne pouvaient pas empêcher les innombrables luttes de résistance.

Certaines d'entre elles durent encore : les nettoyeuses licenciées du ministère de l'Économie campent toujours devant le bâtiment et continuent à exiger la réintégration immédiate qui leur était promise en cas de victoire électorale ; les travailleurs de l'usine autogérée VIOME se battent contre leurs anciens patrons, qui voudrait faire reconnaître comme illégale la relance de l'entreprise ; les habitants aux alentours de la mine d'or à Skourières, près de Salonique, se mobilisent sans relâche contre la volonté de l'entreprise, propriété d'une multinationale canadienne, d'étendre ses activités très polluantes...

Mais ce qu'on aurait pu attendre avec la victoire de Syriza, c'est une réactivation générale du mouvement social, ce qui n'est toujours pas le cas.

Au-delà de la fatigue évoquée, il y a là une responsabilité de la direction de Syriza depuis que Tsipras s'est installé

au gouvernement, en nommant aux responsabilités des représentants du courant majoritaire, mais aussi de l'aile gauche comme Lafazanis.

Même si le débat renvoie à la nature de Syriza, la question n'est pas ici de disserter pour savoir si ce gouvernement a depuis janvier opéré seulement des reculs ou une véritable capitulation.

Ce qui est en jeu est plutôt de savoir où on va, avec comme boussole la conviction que seules les mobilisations sociales en Grèce mais aussi dans le reste de l'Europe permettront d'avancer concrètement.

Or, dans une situation où la pression de l'UE, de la BCE et du FMI visent tout simplement à étouffer le gouvernement Syriza, celui-ci n'a quasiment rien fait pour organiser des mobilisations de masse.

Les rassemblements « spontanés » de février, loin d'être à la hauteur du mouvement des indignés, étaient à l'évidence lancés par des militants de Syriza, mais justement sans aucune prise de responsabilité assumée, et ces initiatives ont finalement manqué de dynamique.

Or, alors que la pression de la troïka s'intensifiait, ainsi que l'opposition frontale de la droite, du PASOK et du petit nouveau, le très réactionnaire POTAMI, tous alliés aux grands groupes de presse, Syriza, avec sa conception de respect des institutions [1], a continué et continue à privilégier les « négociations » avec « les instances » (nouveau nom de la troïka) plutôt qu'appeler le « peuple de gauche » à occuper les rues et les places pour dénoncer le chantage clairement politique qui menace d'asphyxier le pays !

On peut noter ici ce qui constitue à l'évidence des fautes politiques aux conséquences importantes : dans le cadre de « négociations » dont le seul objectif devenu clair pour presque tout le monde est pour la troïka de faire plier le gouvernement et de lui faire adopter des mesures prolongeant les catastrophes sociales des mémorandum, Tsipras a désorienté l'opinion publique en affirmant que la Grèce avait des alliés plus compréhensifs que l'Allemagne, citant... la France comme exemple d'allié potentiel !

Recul aussi sur la question de la dette : à l'initiative de la présidente du Parlement, une commission d'étude de la dette a été formée, avec de nombreux experts internationaux, dont Éric Toussaint, du CADTM.

Or, alors que l'abrogation totale ou partielle était avant les élections une question centrale de Syriza, ce travail est mis de côté par le gouvernement.

Dans ses engagements auprès de l'eurozone, Tsipras accepte pour l'instant l'abandon de cette revendication, pourtant centrale face à l'étranglement financier.

On pourrait en dire autant de la question des dommages de guerre allemands vis à vis de la Grèce : c'est grâce aux efforts du vieux militant antinazi, Manolis Glezos, seul avec le groupe DEA à avoir refusé de dissoudre son courant comme l'exigeait la direction de Syriza, que cette question centrale (278 milliards d'euros), que Tsipras n'évoquait plus, continue à être portée, avec désormais une écoute plus favorable d'instances allemandes (président de la République).

Et l'insistance de la direction de Syriza sur la possibilité que les négociations avec « les instances » aboutissent à un accord « honorable » pour les deux parties se heurte de plus en plus au doute d'une partie de l'opinion publique et à l'exigence militante dans et hors Syriza de la rupture avec les diktats de la troïka.

À côté de mesures positives d'urgence humanitaire (étalement des dettes sur les impôts, suppression du forfait de 5 euros sur tout acte hospitalier, électricité gratuite pour les plus pauvres, suppression en cours des camps de concentration pour les migrants...), et alors que certains députés demandent au gouvernement de reconnaître que son programme ne sera pas appliqué avant 2016, une première privatisation a eu lieu (paris hippiques), et surtout, des mesures attendues n'ont pas été prises (réintégration des fonctionnaires licenciés...)

## Comment avancer ?

Face à l'offensive de la réaction, devant l'absence de réalisation du programme (minimum !) de Salonique, en principe viatique de Syriza, la relance des mobilisations de masse est urgente : la seule manifestation ouvrière à Athènes ces derniers temps a été celle des mineurs de Skouries, impulsée et encadrée par la multinationale canadienne...

Pour cela, même si les débats sur construire à gauche dans Syriza ou renforcer la gauche anticapitaliste dans Antarsya sont justifiés, la priorité est de développer une action unitaire de toute la gauche radicale et anticapitaliste en s'adressant aussi au KKE, la plus grosse force de gauche, pour remobiliser autour d'une exigence de rupture avec la logique de la troïka.

L'exigence de mesures concrètes immédiates (SMIC, nationalisations) et des campagnes de masse contre la dette peuvent trouver un écho certain, à partir du moment où ces initiatives se feront en toute indépendance du gouvernement et en s'appuyant sur toutes les mobilisations locales, luttes diverses, structures anti-crise qui existent dans le domaine de la santé, de l'alimentation...

Et bien sûr, construire le mouvement de solidarité avec les luttes du peuple grec en France et dans le reste de l'Europe est... capital ! ĩ

Correspondance d'Athènes,  
le 6 mai 2015.

---

[1] À cause de ce légalisme le courant syndical de Syriza, comme ceux du PASOK et de la droite, a trahi la grève nationale des enseignant-e-s du second degré en juin 2013, alors que leurs AG régionales avaient voté la poursuite de la grève. Le KKE était contre la grève dès le départ. Seul le courant associant Antarsya et d'autres forces l'avaient soutenu jusqu'au bout.